

BOUIRA

Les gardes communaux libres empêchés d'organiser leur sit-in

Des dizaines de gardes communaux libres qui se sont déplacés, hier, au siège de la wilaya pour organiser le sit-in comme il a été convenu par le Mouvement national des gardes communaux libres (MNGCL) pour organiser des sit-in à travers l'ensemble des wilayas du pays hier dimanche, ont été empêchés par la police d'organiser leur action.

Un des gardes communaux libres présents sur les lieux raconte : «Nous étions dans la cour de la wilaya à attendre nos amis qui arrivaient au fur et à mesure, afin de nous rassembler lorsque des policiers armés de gourdins arrivent en nombre pour nous intimor l'ordre de quitter les lieux et sortir hors du siège de la wilaya. Nous avons rétorqué que nous ne sommes pas là pour créer des problèmes mais pour observer un sit-in et attirer l'at-

tention des pouvoirs publics sur notre situation. Sans prendre garde de ce que nous disions, les policiers nous ont cernés et nous ont forcés à quitter les lieux.»

Pour Aliouat Lahlou, le porte-parole du MNGCL, qui était également sur les lieux et qui a été invité à choisir parmi ses compagnons cinq autres afin de voir le chef de cabinet, «la manière avec laquelle la police a réagi est inacceptable. Dorénavant et puisque l'Etat ne

veut plus nous voir, nous allons sortir dans la rue pour être aux côtés du citoyen et du peuple. Nous allons organiser des marches hebdomadaires, jusqu'à ce que le pouvoir accepte de prendre en charge nos revendications» dira-t-il.

Pour Aliouat Lahlou qui dit ne pas nourrir d'illusions quant à la rencontre qu'il va avoir avec le chef de cabinet de la wilaya, tant ce dernier leur a toujours fait savoir que leurs revendications relèvent des plus hautes autorités du pays, «les actions se poursuivront jusqu'à ce que le pouvoir accepte un statut pour notre corps de la garde communale». Un statut qui reconnaît les sacrifices de ce corps, avec tous les avantages y afférents comme les indemnités pour les

gardes communaux blessés, les pensions pour les veuves et ayants droit, la réintégration pour ceux qui étaient injustement licenciés, etc.

Pour notre interlocuteur, «si les pouvoirs publics avaient un brin de volonté pour la prise en charge réelle de cette frange de la société, ce corps qui avait été aux côtés des autres corps dans la sauvegarde de la République durant les dures années noires du terrorisme ; si le pouvoir avait au moins du respect pour les centaines de martyrs de ce corps, des gardes communaux qui se comptaient parmi les meilleurs fils de l'Algérie et qui sont tombés au champ d'honneur en se sacrifiant pour que des millions d'Algériens puissent dormir chez eux tranquillement et sans peur

d'être égorgés ou mutilés ; si le pouvoir avait cette volonté, il aurait réglé le problème des gardes communaux depuis bien longtemps déjà». «Sinon, si le pouvoir actuel, nos politiques ne savent plus comment s'y prendre, ils n'ont qu'à suivre l'exemple des responsables militaires qui viennent de répondre favorablement aux revendications des rappelés. Des rappelés qui ont été mobilisés pendant huit mois supplémentaires, alors que les gardes communaux ont été pour la plupart mobilisés et avec des moyens et un salaire dérisoires pendant une dizaine d'années, voire quinze ans pour d'autres» dira enfin et avec ironie Aliouat Lahlou. A bon entendeur salut !

Y. Y.

PLUS DE 200 CADRES DES WILAYAS DE L'OUEST PLANCHERONT SUR LE DOSSIER AUJOURD'HUI

La problématique «jeunesse» au menu d'un regroupement régional

Perçues telle une continuité à la conférence nationale sur la problématique «jeunesse» qui a eu lieu, les 23 et 24 novembre 2014 au Palais des nations à Zéralda, les rencontres régionales programmées successivement à Alger, Constantine, Béchar, Ghardaïa et aujourd'hui lundi à Oran au titre d'une large concertation avec les cadres du secteur et du mouvement associatif, ont permis de lever le voile sur une multitude de points non sans pousser les participants à préconiser des suggestions censées booster le secteur vers un lendemain meilleur.

Allant d'un diagnostic sans complaisance, incarnant fidèlement la réalité du terrain lors des dernières rencontres régionales, les intervenants issus de toutes les wilayas de l'Ouest devraient être quasiment unanimes sur certains aspects jusque-là contraignants à plus d'un titre, évoquant pour l'essentiel le déficit criant accusé en termes d'encadrement et de moyens matériels, ce qui semble-t-il, n'est point évident dans la gestion des établissements de la jeunesse au double plan pédagogique et administratif.

L'autre point envisagé pour la circonstance consiste à ne point douter en la qualité des programmes de la formation dispensée aux cadres. En ce sens, les participants auront à plaider pour un système en adéquation avec les mutations socioéconomiques que connaît le pays mais surtout en

rapport avec les exigences de l'heure. A ce chapitre précisément, les différents instituts spécialisés seront certainement appelés à revoir certains aspects avec la mise en place d'un système de formation basé sur des mécanismes permettant aux jeunes de se retrouver

voire de s'identifier par rapport à leurs aspirations et leurs attentes ô combien multiples et complexes à la fois. Pour cela, des enseignements liés aux techniques de montage de projet, et l'accompagnement à l'entrepreneuriat en tant qu'outils méthodologiques indispensables dans le processus d'insertion sociale et économique du jeune seraient à privilégier. Cette approche s'avère plus que nécessaire, eu égard à la vitalité de notre jeunesse et sa créativité reconnue d'une part, et, aux potentialités de nos vastes territoires qui ne demandent qu'à être valorisées dans une démarche de développement local concerté d'autre part. A ce niveau, les participants ne manqueront certainement

pas de s'inspirer de la vision de M. Khomri Abdelkader, mettant en exergue les crêneaux jusque-là vierges et sous-exploités tels entre autres, le tourisme et l'agriculture, secteurs où le pays dispose d'avantages comparatifs incontestés. Les participants qui seront tenus par l'élaboration d'une série de recommandations n'auront pas à négliger la nécessité de renforcer d'autres aspects notamment ceux inhérents au dialogue, la concertation, l'écoute, l'accueil, la mobilité, la santé des jeunes, la prévention contre les affres des fléaux non sans développer l'approche de l'intersectorialité, tant les problèmes vécus par notre jeunesse sont transversaux par excellence. Aux travaux d'ateliers

prévus pour la circonstance, les intervenants auront à disséquer d'autres problématiques portant sur la gestion administrative et financière des établissements de jeunes sujette présentement à d'énormes dysfonctionnements, la typologie et la répartition spatiale de ces derniers, l'animation et les activités dédiées aux jeunes...

Enfin, il convient de préciser qu'il est attendu de ces rencontres une réelle contribution des cadres concernés pour une refonte radicale d'un secteur devant répondre de manière concrète aux multiples attentes exprimées par une jeunesse en quête de perspectives heureuses.

Mourad Benameur

MÉDÉA

Après la neige, le verglas !

Des couches de verglas d'une épaisseur non négligeable ont recouvert la chaussée aussitôt après les chutes de neige. Cette formation de glace a rendu la chaussée glissante et certaines routes carrément impraticables. De gros moyens ont été mobilisés pour faire face à cet aléa naturel, en l'occurrence le lancement d'une série d'opérations de salage sur les axes routiers les plus touchés, à savoir la RN1, la RN 64 et une partie de la RN 60. D'autres tronçons secondaires ont également dû être débarrassés de cette couche de givre pour redevenir accessibles.

Les piétons ont eux aussi pâti, pour certains d'entre eux, de cette situation puisque plusieurs chutes ont été enregistrées, ayant occasionné parfois fractures et traumatismes, a-t-on appris de source hospitalière.

M. L.

KHEMIS MILIANA

Mouvement de colère des travailleurs chinois

Dimanche, en début de matinée, une centaine d'ouvriers chinois ont déserté leur base de vie située à l'entrée est de la ville de Khemis Miliana pour se regrouper, d'abord près de la trémie du quartier Soufay avant de se rassembler en bordure de la RN4 en direction d'Alger, pour ne pas entraver la circulation.

A l'origine de ce cas «d'indiscipline», phénomène rare dans ce milieu, selon les informations que nous avons pu récolter, les ouvriers chinois ont pris conscience d'être sous-payés par la société qui les emploie, tant dans le domaine de la construction de logements que dans de grands projets tels que la réalisation de la rocade Khemis Miliana - Bordj-Bou-Arréridj.

Toujours selon nos informations, une sorte de «mutinerie» a éclaté au niveau de la base de vie, comme

la goutte d'eau qui fait déborder le vase, lorsqu'un responsable de la société s'en est pris à un ouvrier, l'a roué de coups lui infligeant d'importantes blessures au visage.

Un mouvement de solidarité est enclenché par les autres ouvriers de la base, de plus, la nouvelle a été portée à la connaissance d'une autre base importante, celle installée à El Abadia à l'ouest de la wilaya. Dimanche à 13 h, le groupe des contestataires chinois en tenue de travail et des casques jaunes sur

la tête se sont rassemblés au niveau de la sortie est d'El Attaf, côté ouest de la wilaya, en bordure de la RN 4 au niveau de Sidi Bouabida.

D'autres sources proches du milieu chinois indiquent que les ouvriers chinois, en colère après que leur compatriote eut été sérieusement amoché, se sont livrés à des actes de vandalisme à l'intérieur de la base.La Direction de la société a dépêché des émissaires pour enrayer la contestation, mais apparemment les ouvriers n'ont rien voulu entendre, exigeant la venue de l'ambassadeur de Chine, où une audience serait accordée par le diplomate à la délégation d'ouvriers.

Peu avant 14 h, la situation était sans changement. Le diplomate, nous a indiqué une source, aurait

répondu à cette demande par un refus. On indique que ce haut responsable a fait valoir que c'est un conflit interne qui devrait être réglé par les dirigeants de l'entreprise et non par la voie diplomatique.

Les services de sécurité locaux n'ont pas eu à intervenir, considérant qu'il s'agit d'une affaire sino-chinoise. On indique que devant le désir des contestataires de prendre la route à pied en direction de l'ambassade de Chine, les autorités algériennes ne les empêcheraient pas mais aussi ne les encourageraient pas par un quelconque moyen. Après 14 h, c'était toujours le statu quo. Toujours est-il que, estime-t-on, si le conflit n'est pas réglé, le mécontentement risque de gagner les autres bases de vie.

Karim O.

ORAN

Une journée sous le signe de la contestation citoyenne

Ce qui devait être un moment de joie pour les uns était en fait une occasion pour exprimer leur colère pour d'autres. Le logement, encore et toujours, continue de susciter la colère.

Hier à Oran, alors que les autorités locales procédaient à la remise des clés pour près de 700 familles habitant jusque là à El Hamri et Medioni et qui ont été relogées à Oued Tlélât, ceux n'ayant pas bénéficié d'un relogement ont exprimé leur mécontentement. Il s'agit d'environ 200 citoyens habitant dans les deux quartiers cités

plus haut, qui ont pour la seconde fois eu recours au blocage de la circulation du tramway, resté près d'une heure à l'arrêt. Ces contestataires ne comprennent pas que d'autres, dans la même situation qu'eux, aient pu bénéficier de logements et pas eux.

Durant la même journée d'hier, la commune de Tafraoui a connu également le même mouvement de contestation concernant le logement. Les contestataires ont, quant à eux, fermé le siège de la commune, exigeant de libérer la liste des bénéficiaires des 70 logements sociaux prêts depuis des années, tout en s'interrogeant par la même occasion sur le sort du projet de 400 loge-

ments sociaux dont les premières fondations ont été effectuées il y a deux ans sans que les travaux ne démarrent. Les jeunes de la commune ont également exprimé leurs doléances à savoir l'absence de postes de travail et appellent à la résolution des projets de développements, à l'arrêt au niveau de la commune.

Les autorités locales devraient se pencher sur ces doléances pour tenter de trouver des solutions qui tardent à venir. Le casse-tête du relogement n'est certes pas prêt de finir mais il doit bien y avoir une méthode équitable pour satisfaire la demande aux plus méritants, les vrais.

A. B.